



PRÉFÈTE DE LA SOMME

**ARRETE PREFECTORAL**

**DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'ESPACE INDUSTRIEL NORD D'AMIENS  
SOUS LA MAÎTRISE D'OUVRAGE  
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'AMIENS-PICARDIE**

**EN APPLICATION DES ARTICLES L214-1 à L.214-3 et R214-1 à R214-6  
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

La Préfète de la région Picardie  
Préfète de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordinateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 1990 instituant des objectifs de qualité des rivières du département de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;

Vu l'arrêté du préfet coordinateur de bassin du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois-Picardie pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN, Préfète de la région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la Préfecture de la Somme ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Artois-Picardie approuvé le 20 novembre 2009 ;

Vu la demande de la Chambre de Commerce et d'industrie Amiens-Picardie (CCI) en date du 3 octobre 2013 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques rendu le 1<sup>er</sup> juillet 2014 en présence du pétitionnaire ;

Vu le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire pour avis en date du 3 octobre 2014 ;  
Vu l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté reçu en date du 15 octobre 2014 ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRETE :**

### **Article 1 : Modifications**

L'arrêté préfectoral du 13 janvier 2003 autorisant la station de traitement des eaux usées d'Amiens ZI, complété des arrêtés complémentaires du 31 mai 2005, du 10 juillet 2006, du 20 juillet 2006 et du 14 octobre 2011 est modifié comme suit :

Les articles 1 à 17 ainsi que les quatre arrêtés complémentaires sont remplacés par :

#### **Article 1 - Objet de l'autorisation**

Sont soumis aux conditions du présent arrêté :

- le réseau d'eaux usées de l'Espace Industriel Nord (EIN) d'Amiens
- les ouvrages de la station de traitement des eaux usées de l'Espace Industriel Nord d'Amiens,
- la conduite de rejet des eaux traitées de la station de traitement à la Somme d'une longueur de 2,2 km.

Ils sont concernés par les rubriques suivantes de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

RUBRIQUE 2.1.1.0.	Stations d'épuration, le flux de pollution journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieurs ou égaux à 600 kg de DBO <sub>5</sub> ...Autorisation
	<i>Le flux polluant maximum traité à la station d'épuration est, en temps sec de 1 000 kg de DBO<sub>5</sub>. La demande est soumise à autorisation.</i>
RUBRIQUE 2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure à 20 ha : Autorisation
	<i>L'EIN occupe une superficie de 435 ha : La demande est soumise à autorisation.</i>

Les installations de collecte et de traitement sont implantées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenus dans les documents figurant au dossier de demande d'autorisation et dans ceux fournis au cours de l'instruction, en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Le rejet d'eaux traitées s'effectue dans la Somme par une canalisation de refoulement Ø 450 mm de 2,2 km.

Le QMNA5 au niveau du point de rejet est de **12 m<sup>3</sup>/s**. La masse d'eau de surface concernée par le rejet est la Somme Canalisée de l'écluse de Sailly aval à Abbeville, référencée FRAR55.

#### **Article 2 – Généralités**

##### **2.1 - Description**

Le réseau de collecte est de type séparatif strict.

La station d'épuration, d'une capacité nominale de 1200 kg de DBO<sub>5</sub>/jour (20 000 EH) est située sur la commune d'Amiens. Elle est implantée rue du fossé Warin sur une parcelle de 1,9 ha.



#### **Plan de situation**

Les coordonnées Lambert 93 du site d'implantation de la station sont :

**X : 648 300 ; Y : 6 980 950**

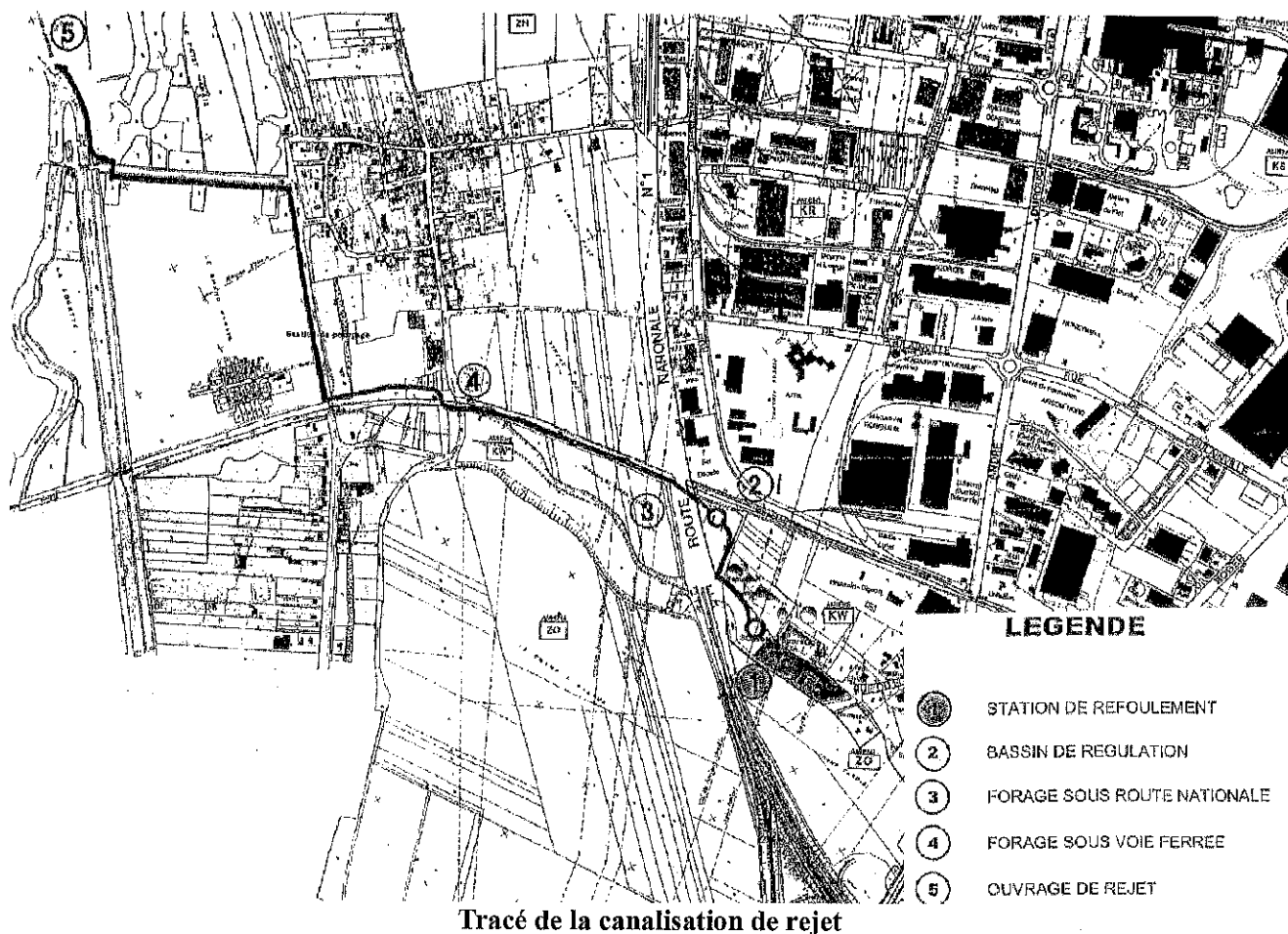
La station d'épuration est de type boues activées en aération prolongée avec rejet en cours d'eau.

Cette station traite les eaux domestiques et assimilées des industries et entreprises de l'EIN.

Le rejet est dans la Somme et se fait via un poste de refoulement, une canalisation Ø 450 mm de 2,2 km et une chambre de vanne avant rejet permettant un maintien en charge de la canalisation. Cet équipement est conçu de manière à permettre une rapide remise en fonctionnement en cas de panne ou de casse.

Les coordonnées Lambert 93 du point de rejet sont :

**X : 646 350 ; Y : 6 980 270**



## 2.2 - Charges de référence :

La station d'épuration est en capacité de traiter une charge de pollution journalière de temps sec :

Paramètres	Charge en Kg/j
DBO <sub>5</sub>	1200
DCO	2700
MES	630
NTK	100
Phosphore total	80

## 2.3 - Débit de référence de la station d'épuration (selon la pollution journalière d'une semaine type) :

**4000 m<sup>3</sup>/j**

## 2.4 - Débit de la canalisation de rejet :

Le bénéficiaire est autorisé à accepter les eaux traitées de stations d'épuration de tiers sous réserve :

- de s'assurer du caractère autorisé du rejet considéré ;
- de passer une convention de déversement avec le tiers stipulant les débits et charges maximales de rejet ;
- de s'assurer que les capacités hydrauliques du poste de refoulement et de la canalisation sont compatibles avec le rejet supplémentaire.

## Article 3 : conditions techniques imposées aux rejets

Les rejets répondent aux conditions définies conformément aux prescriptions du code de l'environnement Livre II titre I<sup>er</sup> ainsi qu'aux textes pris pour son application et notamment l'arrêté ministériel du 22 juin 2007.

Dans les conditions normales de fonctionnement de la station de dépollution, soit pour les débits journaliers inférieurs au débit de référence défini au 2.3, l'effluent traité répond aux conditions suivantes :

- le débit maximum du rejet de la station d'épuration est fixé à 150 m<sup>3</sup>/h ,
- sa température est inférieure à 25°C,
- son pH est compris entre 6 et 8,5,
- il ne provoque pas de coloration visible du milieu récepteur,
- il ne contient pas de substances de nature à favoriser la manifestation de mauvaises odeurs ni à entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices et à 50 mètres à l'aval de l'exutoire, il ne gêne pas la reproduction du poisson ou de la faune benthique.

En condition normale de fonctionnement, ses caractéristiques moyennes journalières, mesurées sur un échantillon non filtré ni décanté prélevé sur 24 heures avec asservissement au débit, répondent aux conditions suivantes :

Paramètres	Concentration maximale
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l
DCO	90 mg/l
MES	30 mg/l
Streptocoques fécaux	10 000 UFC n /100 ml
Escherichia Coli	20 000 UFCn /100 ml

\* : la température de l'effluent dans le réacteur biologique doit être supérieure ou égale à 12°C.

Ses caractéristiques moyennes annuelles, mesurées sur des échantillons non filtrés ni décantés prélevés sur 24 heures avec asservissement au débit, répondent aux conditions suivantes :

Paramètres	Concentration maximale
NGL*	15 mg/l(moyenne annuelle)
P <sub>total</sub>	2 mg/l (moyenne annuelle)

#### **Article 4 : raccordement des eaux usées**

Les effluents collectés ne contiennent pas :

- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et des produits susceptibles de nuire à la conservation des différents ouvrages.

##### *4.1 Eaux usées domestiques*

La CCI rédige un règlement de service à l'attention des usagers décrivant les droits et devoirs des usagers. Celui-ci est fourni à chaque usager du service.

##### *4.2 Eaux usées non domestiques*

Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte est préalablement autorisé par le président de la CCI.

L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Elle définit les paramètres à mesurer, la fréquence des mesures à réaliser et, si les déversements ont une incidence sur les paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NGL, P Total, pH, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, le flux et les concentrations maximales et moyennes annuelles à respecter pour ces paramètres.

Les résultats de ces mesures sont régulièrement transmis au gestionnaire du système de collecte et de la station qui les joignent au bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'épuration transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau concernée.

Ces effluents ne peuvent être délivrés que lorsque le réseau est apte à acheminer ces effluents et que la station d'épuration est apte à les traiter.

Ces effluents ne contiennent pas les substances visées par le décret n°2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieures à celles qui sont fixées réglementairement.

Si, néanmoins, une ou plusieurs de ces substances parviennent à la station d'épuration en quantité entraînant un dépassement de ces concentrations, l'exploitant du réseau de collecte procède immédiatement à des investigations sur le réseau de collecte et, en particulier au niveau des principaux déversements d'eaux usées non domestiques dans ce réseau, en vue d'en déterminer l'origine. Dès l'identification de cette origine, l'autorité qui délivre les autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques doit prendre les mesures nécessaires pour faire cesser la pollution, sans préjudice des sanctions qui peuvent être prononcées en application des articles L.216-1 et L.216-6 du code de l'environnement et de l'article L.1337-2 du code de la santé publique.

En outre, des investigations du même type sont réalisées et les mêmes mesures sont prises lorsque ces substances se trouvent dans les boues produites par la station à des niveaux de concentration qui rendent la valorisation ou le recyclage agricole de ces boues impossible.

Des conventions entre le bénéficiaire et les établissements rejetant des eaux non domestiques sont établies dans le délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

Les autorisations de rejet sont transmises au service chargé de la police de l'eau dès l'établissement des conventions.

#### *4.3 Rejets industriels*

Les rejets industriels subissent un pré-traitement adapté avant déversement dans les réseaux ; ils font, si précisé dans les conventions de déversement, l'objet d'un suivi régulier dont les données sont annexées aux transmissions annuelles adressées au service chargé de la police de l'eau.

### **Article 5 : autosurveillance des installations**

#### *5.1 Généralités*

L'autosurveillance vise à s'assurer du respect des obligations réglementaires. Elle ressort de la responsabilité du bénéficiaire.

L'autosurveillance se fonde sur le principe de :

- la prescription de la nature et la fréquence des mesures à réaliser,
- la réalisation des mesures par l'exploitant (le bénéficiaire ou son mandataire chargé de l'exploitation),
- la communication régulière par le bénéficiaire au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau des résultats obtenus,
- la réalisation de vérifications périodiques par un organisme extérieur agréé de l'ensemble du dispositif permettant la fourniture des mesures,
- et en tant que de besoin des contrôles inopinés diligentés par le service chargé de la police de l'eau.

L'autosurveillance repose sur un ensemble de dispositions préétablies et systématiques, s'appuyant sur un ensemble de ressources adaptées et formalisées dans le cadre d'une structure documentaire cohérente et que l'exploitant doit mettre en œuvre, entretenir et améliorer en continu.

Le service chargé de la police de l'eau et l'agence de l'eau Artois-Picardie donnent leur approbation au dispositif d'autosurveillance mis en place et assurent la validation des résultats fournis.

Le service chargé de la police de l'eau évalue la conformité par rapport aux prescriptions fixées par les textes en vigueur et le présent arrêté.

## 5.2 Manuel d'autosurveillance

L'exploitant rédige un manuel d'autosurveillance de son système d'assainissement (réseau et station) décrivant son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, la liste des points nécessaires au paramétrage des installations en vue de la transmission des données d'autosurveillance, la liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou une partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel fait mention des normes auxquelles souscrivent les équipements et les procédés utilisés. Il intègre les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE ».

Il est régulièrement mis à jour. Il est tenu à disposition du service chargé de la police de l'eau.

La CCI dispose pour sa station d'épuration actuelle d'un manuel d'autosurveillance validé en date du 8 mars 2013.

La partie du manuel d'autosurveillance du réseau est réactualisée au moins une fois par an en prenant en compte les nouvelles caractéristiques du système de collecte.

## 5.3 Mesures et analyses

Le bénéficiaire ou son exploitant s'assure, à tout moment, du bon fonctionnement des différents ouvrages et enregistre tous les paramètres nécessaires à justifier la bonne marche et la fiabilité de l'installation de traitement. Ce document est tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Le bénéficiaire procède annuellement au contrôle du fonctionnement du dispositif d'autosurveillance.

La station d'épuration dispose d'un dispositif de mesure et d'enregistrement des débits et des préleveurs automatiques réfrigérés asservis au débit permettant la prise d'échantillons représentatifs de la qualité des effluents en entrée et sortie, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement.

La fréquence annuelle des mesures pour chacun des paramètres significatifs figure dans le tableau suivant :

PARAMETRES	Charges brutes Entrée "eaux non épurées" Fréquence des mesures (Nb / an)	Sortie "eaux épurées" Fréquence des mesures (Nb / an)
Débits entrants	365	-
Débits sortants	-	365
MES	24	24
DBO <sub>5</sub>	12	12
DCO	24	24
NTK	12	12
NH <sub>4</sub>	12	12
NO <sub>2</sub>	-	12
NO <sub>3</sub>	-	12
P total	12	12
Boues		260
Escherichia Coli		1 par semaine juin, juillet, août, septembre et 1 tous les 15 jours le reste de l'année
Streptocoques fécaux		1 par semaine juin, juillet, août, septembre et 1 tous les 15 jours le reste de l'année

Les résultats d'autosurveillance et toute autre mesure portant sur le rejet doivent être adressés à l'agence de l'eau et au service chargé de la police de l'eau à une fréquence mensuelle sous format SANDRE.

Le bénéficiaire ou son exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Le planning annuel des prélèvements est établi par le bénéficiaire ou son exploitant sous l'autorité du bénéficiaire, en retenant des dates tenant compte de la variabilité de la qualité des effluents ; il est envoyé pour acceptation au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 30 novembre de l'année précédant l'exercice concerné.

Le nombre annuel d'échantillons non conformes toléré, prélevé dans les conditions normales de fonctionnement et rapporté au programme d'autosurveillance est de 2 pour le paramètre DBO<sub>5</sub> et 3 pour les paramètres MES et DCO.

Ces paramètres respectent toutefois le seuil suivant :

Paramètres	Concentration Rédhibitoire
MES	85 mg/l
DBO <sub>5</sub>	50 mg/l
DCO	250 mg/l

Le bénéficiaire ou son exploitant consigne les résultats de l'ensemble des contrôles effectués dans un registre qu'il tient à disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau.

Le bénéficiaire ou son exploitant suit et fournit également les consommations de réactifs et d'énergie, ainsi que la production des boues en poids de matière sèche hors amendement (chaux) et avec amendements.

#### 5.4 Autosurveillance du réseau d'eaux pluviales

L'exploitant met en place un programme d'autosurveillance des substances dangereuses sur les effluents transitant dans le réseau d'eaux pluviales.

Un point primaire de mesure est établi, au niveau du déversoir délimitant la fin du réseau d'eaux pluviales et le début du fossé Warin.

Les analyses sont effectuées, à raison d'une fréquence semestrielle, sur des prélèvements moyens journaliers ou confectionnés par les moyens appropriés pour les composés volatils.

Les paramètres à analyser figurent au tableau qui suit :

<u>Paramètres physico-chimiques</u>
Température
pH
rH
Conductivité
<u>Paramètres de la pollution organique, azotée, phosphorée et particulaire</u>
Matières en suspension totales
Demandes chimique en oxygène
Demandes biochimique en oxygène
Azote ammoniacal
Azote global selon ses composantes
Phosphore total
<u>Paramètres de la Salinité</u>
Chlorures
Bore
Sodium
Potassium
Sulfates
Sulfites



<u>Micropolluants métalliques, fluor et cyanures</u>
chrome hexavalent
chrome total
plomb
cuivre
cobalt
chrome
nickel
zinc
manganèse
étain
fer
aluminium
argent
arsenic
cadmium,
mercure,
fluor
cyanures
<u>Indices</u>
indice phénols
hydrocarbures totaux
<u>Familles</u>
Composés organiques halogénés (en AOX )
Composés organiques halogénés (en EOX)
HCH
PCP
HAP
TCB
PCB
PCT
Drines
<u>Molécules</u>
Benzène
Toluène
Ethyl benzène
Xylènes
CCl4
DDT
Hexachlorobenzène
Hexachlorobutadiène
CHCl3
1,2-dichloroéthane
Trichloréthylène
Tetrachloréthylène
Ethyle acétate

Les compte-rendus analytiques sont transmis au service chargé de la police de l'eau au fur et à mesure de leur production.

En cas de mise en évidence d'anomalies, une campagne d'analyses est effectuée, dans les meilleurs délais, aux débouchés des secteurs « Avenue Roger Dumoulin », « Rue André Durouchez » et « Rue des Archicamps ».

Indépendamment des dispositions générales susvisées, sur la branche du réseau en cause, les investigations se poursuivent, selon un programme analytique adapté à la situation et défini en relation avec le service chargé de la police de l'eau, jusqu'à mise d'un terme au dysfonctionnement observé.

### *5.5 Disposition particulière*

Un suivi de la qualité des eaux de la Somme est assuré deux fois par an (une prise d'échantillon par temps sec et une prise d'échantillon par temps de pluie avec l'indication du relevé de la pluviométrie sur les 24 h 00 à 48 h 00 précédentes). Les points de prélèvement seront situés 100 m à l'amont et 300 m à aval immédiat du rejet. Ce suivi permet de connaître l'évolution du milieu récepteur et de déterminer l'impact réel du rejet.

Les résultats des analyses sont à transmettre à l'Agence de l'eau et à la DDTM lors du bilan annuel. Les paramètres suivants figurent dans les résultats des analyses : DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NTK, NH<sub>4</sub>, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub>, P<sub>Total</sub>, Escherichia Coli et Streptocoques fécaux.

### *5.6 Transmissions des données*

Les résultats d'autosurveillance du système d'assainissement (système de collecte et de traitement) sont transmis chaque mois au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (SANDRE).

Ces transmissions comportent :

- les résultats observés durant la période considérée concernant l'ensemble des paramètres caractérisant les eaux usées et le rejet, les dates de prélèvements et de mesures et pour les boues, la quantité de matière sèche, hors et avec emploi de réactifs, ainsi que leur destination,

Lorsque pour l'un des paramètres mesurés (DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, NGL et P total), sa valeur dépasse les concentrations maximales autorisées dans le présent arrêté et lors de circonstances exceptionnelles (inondation, séisme, panne non liée directement à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance), la transmission au service chargé de la police de l'eau est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Le bénéficiaire ou son exploitant rédige en début d'année N+1 le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement effectués l'année N, qu'il transmet au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau concernée avant le 1er mars de l'année N+1.

Ce bilan comporte :

- la synthèse de l'autosurveillance station et réseaux, incluant :

- A) les tableaux de synthèse performances et boues (TMS et siccité moyenne),
- B) les commentaires relatifs aux dépassements du Domaine de Traitement Garanti, et aux non-conformités,
- C) le rappel des périodes d'entretien et de réparation de l'année,
- D) le bilan annuel des résultats pH, température,
- E) la synthèse des résultats des paramètres non inclus dans AutoSTEP,
- F) la synthèse des résultats des suivis milieu lorsqu'ils sont imposés par arrêté,
- G) la synthèse des consommations électriques et en réactifs,
- H) pour l'aspect réseau :

- le nombre de déversements par an niveau réseau,
- les volumes et les destinations des boues de curage du réseau,
- le nombre et la qualité des branchements des usagers individuels raccordés,
- le nombre des usagers individuels raccordables (taux de collecte et de raccordement),
- le nombre des branchements contrôlés avec le taux de conformité.

- l'ensemble des autorisations de déversement d'effluent non domestique et des conventions passées avec les industriels raccordés au système d'assainissement,
- un bilan des résultats de surveillance des rejets de l'industriel, imposé par la convention,
- un plan actualisé du réseau d'assainissement : eaux pluviales et eaux usées ; avec localisation précise des principaux ouvrages et industriels,
- les procès-verbaux de réception des travaux réalisés dans l'année,
- un rapport annuel de vérification du bon fonctionnement de l'autosurveillance.

## **Article 6 : surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation de collecte et traitement des eaux usées dans les conditions définies ci-dessous.

Le bénéficiaire de l'autorisation procède à une série de 4 mesures tous les quatre ans permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés ci-dessous dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport permet notamment de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues ci-dessous.

### **1 OPERATIONS DE PRELEVEMENT**

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

#### **1.1 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT**

- Le volume prélevé est représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'installation de traitement des eaux usées et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyses et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyses fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
- Les échantillons sont répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>1</sup>.
- Le prélèvement est adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyses au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement.

#### **1.2 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE**

---

<sup>1</sup> La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la micropolluant, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.

Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés maintiennent les échantillons à une température de  $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$  pendant toute la période considérée.

Les échantillonneurs automatiques constituent un échantillon moyen proportionnel au débit recueilli dans un flacon en verre ayant subi une étape de nettoyage préalable :

- ❖ nettoyage grossier à l'eau,
- ❖ puis nettoyage avec du détergent alcalin puis à l'eau acidifiée (acide acétique à 80 %, dilué au ¼) -nettoyage en machine possible-,
- ❖ complété par un rinçage au solvant de qualité pour analyse de résidus (acétone ultrapur),
- ❖ et enfin un triple rinçage à l'eau exempte de micropolluants.

L'échantillonneur est nettoyé avant chaque campagne de prélèvement. L'échantillonneur est connecté à un tuyau en Téflon® de diamètre intérieur supérieur à 9 mm, qu'il est nécessaire de nettoyer (cf ci-avant) avant chaque campagne de prélèvement. Dans le cas d'un bol d'aspiration (bol en verre recommandé), il faut nettoyer le bol avec une technique équivalente à celle appliquée au récipient collecteur. Avant la mise en place d'un tuyau neuf, il est indispensable de le laver abondamment à l'eau exempte de micropolluants (deminéralisée) pendant plusieurs heures. Il est fortement recommandé de dédier du flaconnage et du matériel de prélèvement bien précis à chaque point de prélèvement.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement est réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

-Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)

-Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur sont à réaliser (voir blanc de système de prélèvement). Dans le cas de systèmes d'échantillonnage comprenant des pompes péristaltiques, le remplacement du tuyau d'écrasement en silicone est effectué dans le cas où celui-ci serait abrasé.

Le positionnement de la prise d'effluent respecte les points suivants :

- être dans une zone turbulente ;
- se situer à mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- se situer à une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent ;
- être dans une zone où il y a toujours de l'eau présente ;
- éviter de prélever dans un poste de relèvement compte-tenu de la décantation. Si c'est le cas, positionner l'extrémité du tuyau sous le niveau minimum et hors du dépôt de fond.

### 1.3 ECHANTILLON

La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. L'utilisation d'un système d'homogénéisation mécanique est vivement recommandée dès lors que le volume de l'échantillon du récipient collecteur à répartir dans les flacons destinés aux laboratoires de chimie est supérieur à 5 litres. Le système d'homogénéisation ne modifie pas l'échantillon, pour cela il est recommandé d'utiliser une pale Téflon® ne créant pas de phénomène de vortex).

La répartition du contenu de l'échantillon moyen 24 heures dans les flacons destinés aux laboratoires d'analyse sera réalisée à partir du flacon de collecte préalablement bien homogénéisé, voire maintenu sous agitation. Les flacons sans stabilisant seront rincés deux fois. Puis un remplissage par tiers de chaque flacon destiné aux laboratoires est vivement recommandé. Attention : Les bouchons des flacons ne doivent pas être inter changés en raison des lavages et prétraitement préalablement reçus.

Le conditionnement des échantillons est réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-31.

Le plus grand soin est accordé à l'emballage et la protection des échantillons en flaconnage verre afin d'éviter toute casse dans le cas d'envoi par transporteur. L'usage de plastique à bulles, d'une alternance flacon verre / flacon plastique ou de mousse est vivement recommandé. De plus, ces protections sont à placer dans l'espace vide compris entre le haut des flacons et le couvercle de chaque glacière pour limiter la casse en cas de retournement des glacières. La fermeture des glacières peut être confortée avec un papier adhésif.

Le transport des échantillons vers le laboratoire est effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à  $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$ , et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

La température de l'enceinte ou des échantillons est contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

### 1.4 BLANCS DE PRELEVEMENT

Blanc du système de prélèvement :

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de tous les micropolluants retrouvés dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartient donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il est réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.

Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

I) Les valeurs du blanc sont mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des résultats de l'effluent.

J) Dans le cas d'une valeur du blanc supérieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée. Les résultats d'analyse ne sont pas considérés comme valides. Un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse sont réalisés dans ce cas.

### 2 ANALYSES

Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.

Dans le cas des métaux, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon la norme suivante :

Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale"

Pour le mercure, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

Dans le cas des paramètres suivants, les méthodes listées ci-dessous sont mises en œuvre :

Paramètre	Méthode
COT	NF EN 1484
Hydrocarbures totaux	Somme des résultats fourni par l'application des normes : NF EN ISO 9377-2 XP T 90-124
Phénols (en tant que C total) indice phénol	NF T90-109 ou NF EN ISO 14402
AOX	NF EN ISO 9562
Cyanures totaux	NF T90-107 ou NF EN ISO 14403

Ces paramètres ne correspondent pas à des micropolluants définis de manière univoque, mais à des indicateurs globaux dont la valeur est définie par le protocole de mesure lui-même. La continuité des résultats de mesure et leur interprétation dans le temps nécessite donc l'utilisation de méthodes strictement identiques quels que soient la station d'épuration considérée et le moment de la mesure.

Dans le cas des alkylphénols, il est demandé de rechercher simultanément les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>2</sup> de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>3</sup> d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2.

Les paramètres de suivi habituel de la station de traitement des eaux usées, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène), ou la DBO<sub>5</sub> (Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours) ou le COT (Carbone Organique Total), ainsi que les formes minérales de l'azote (NH<sub>4</sub><sup>+</sup> et NO<sub>3</sub><sup>-</sup>) et du phosphore (PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Le bénéficiaire de l'autorisation poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, selon le nombre prévu dans le tableau ci-dessous, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

<sup>2</sup> Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement

<sup>3</sup> ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau – Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A – Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation.

Capacité nominale de traitement kg DBO5/j	>=600 et <1800	>= 1800 et <3000	>= 3000 et <6000
Nombre de mesures par année	3	4	6

Sont considérés comme non significatifs, les micropolluants de la liste ci-dessous mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans le tableau ci-dessous pour cette substance
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à 10\*NQE prévues dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou, pour celles n'y figurant pas, dans l'arrêté du 20 avril 2005, et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur. Ces deux conditions devant être réunies simultanément
- Lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant : les flux estimés sont inférieurs au seuil de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Le débit d'étiage de référence retenu pour la détermination des micropolluants classés non significatifs est : **12m<sup>3</sup>/s** (débit de la Somme à Ailly-sur-Somme).

Tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière quantifie l'ensemble des micropolluants indiqués dans la liste ci-dessous. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure en fonction de son résultat et des résultats de la surveillance régulière antérieure selon les principes détaillés au paragraphe précédent.

L'ensemble des mesures de micropolluants prévues aux paragraphes ci-dessus sont réalisées conformément aux prescriptions techniques énoncées ci-dessus. Les limites de quantification minimales à atteindre par les laboratoires pour chaque molécule sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Les résultats des mesures relatives aux micropolluants reçus durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le cadre de la transmission régulière des données d'autosurveillance effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre).

Liste des micropolluants à mesurer :

Légende du tableau suivant :

<sup>1</sup> : Les groupes de micropolluants sont indiqués en italique.

<sup>2</sup> : Code Sandre du micropolluant : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

<sup>3</sup> : Correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

<sup>4</sup> : N° UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission Européenne au Conseil du 22 juin 1982

Famille	Substances <sup>1</sup>	Code SANDRE <sup>2</sup>	n°DCE <sup>3</sup>	n°76/464 <sup>4</sup>	LQ à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l
Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 - (dangereuses prioritaires DCE - et liste I de la directive 2006/11/CE )					
HAP	Anthracène	1458	2	3	0,02
HAP	Benzo (a) Pyrène	1115	28		0,01
HAP	Benzo (b) Fluoranthène	1116	28		0,005
HAP	Benzo (g,h,i) Pérylène	1118	28		0,005
HAP	Benzo (k) Fluoranthène	1117	28		0,005
Métaux	Cadmium (métal total)	1388	6	12	2
Autres	Chloroalcane C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub>	1955	7		5
Pesticides	Endosulfan	1743	14		0,01
Pesticides	HCH	5537	18		0,02
Chlorobenzènes	Hexachlorobenzène	1199	16	83	0,01
COHV	Hexachlorobutadiène	1652	17	84	0,5
HAP	Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204	28		0,005
Métaux	Mercure (métal total)	1387	21	92	0,5
Alkylphénols	Nonylphénols	5474	24		0,3
Alkylphénols	NP1OE	6366			0,3
Alkylphénols	NP2OE	6369			0,3
Chlorobenzènes	Pentachlorobenzène	1888	26		0,01
Organétains	Tributylétain cation	2879	30	115	0,02
COHV	Tétrachlorure de carbone	1276		13	0,5
COHV	Tétrachloroéthylène	1272		111	0,5
COHV	Trichloroéthylène	1286		121	0,5
Pesticides	Endrine	1181			0,05
Pesticides	Isodrine	1207			0,05
Pesticides	Aldrine	1103			0,05
Pesticides	Dieldrine	1173			0,05
Pesticides	DDT 24'	1147			0,05
Pesticides	DDT 44'	1148			
Pesticides	DDD 24'	1143			
Pesticides	DDD 44'	1144			
Pesticides	DDE 24'	1145			
Pesticides	DDE 44'	1146			
Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 (Substances prioritaires DCE)					



COHV	1,2 dichloroéthane	1161	10	59	2
Chlorobenzènes	1,2,3 trichlorobenzène	1630	31	117	0,2
Chlorobenzènes	1,2,4 trichlorobenzène	1283	31	118	0,2
Chlorobenzènes	1,3,5 trichlorobenzène	1629		117	0,1
Pesticides	Alachlore	1101	1		0,02
Pesticides	Atrazine	1107	3		0,03
BTEX	Benzène	1114	4	7	1
Pesticides	Chlorfenvinphos	1464	8		0,05
COHV	Trichlorométhane	1135	32	23	1
Pesticides	Chlorpyrifos	1083	9		0,02
COHV	Dichlorométhane	1168	11	62	5
Pesticides	Diuron	1177	13		0,05
HAP	Fluoranthène	1191	15		0,01
Pesticides	Isoproturon	1208	19		0,1
HAP	Naphtalène	1517	22	96	0,05
Métaux	Nickel (métal total)	1386	23		10
Alkylphénols	Octylphénols	1959	25		0,1
Alkylphénols	OP1OE	6370			0,1
Alkylphénols	OP2OE	6371			0,1
Chlorophénols	Pentachlorophénol	1235	27	102	0,1
Métaux	Plomb (métal total)	1382	20		2
Pesticides	Simazine	1263	29		0,03
Pesticides	Trifluraline	1289	33		0,01
Autres	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	12		1
Substances spécifiques de l'état écologique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010					
Pesticides	2,4 D	1141			0,1
Pesticides	2,4 MCPA	1212			0,05
Métaux	Arsenic (métal total)	1369		4	5
Pesticides	Chlortoluron	1136			0,05
Métaux	Chrome (métal total)	1389		136	5
Métaux	Cuivre (métal total)	1392		134	5
Pesticides	Linuron	1209			0,05
Pesticides	Oxadiazon	1667			0,02
Métaux	Zinc (métal total)	1383		133	10

## **Article 7 : contrôles des installations, des effluents et des eaux réceptrices**

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir.

Les agents chargés de la police de l'eau ont constamment libre accès aux installations.

Le bénéficiaire permet aux agents chargés du contrôle sur leur réquisition, de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et tenir à leur disposition le personnel et les appareils nécessaires.

Les points de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation sont aménagés, en particulier pour permettre l'amenée du matériel de mesure et assurer sa protection contre le vol.

Le service chargé de la police de l'eau peut procéder à des contrôles inopinés en application des dispositions de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, pour vérification de la conformité du rejet au regard des lois et règlements en vigueur et notamment de la conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Un double de l'échantillon d'eau prélevé est remis à l'exploitant immédiatement après le prélèvement. En cas d'expertise contradictoire, l'exploitant a la charge d'établir que l'échantillon, qui lui a été remis, a été conservé et analysé dans des conditions garantissant la représentativité des résultats.

## **Article 8 : prescriptions relatives à la surveillance des boues, des sous-produits et des déchets**

### *8.1 Sous-produits du prétraitement*

L'épandage des sables et des graisses est interdit.

Les graisses et les sables sont évacués par camion hydrocureur vers une unité de traitement agréée.

Les refus de dégrillage sont éliminés comme déchets non dangereux.

### *8.2 Déchets*

Les déchets de la station d'épuration sont assimilés à des déchets non dangereux, leur élimination ainsi que les déchets de laboratoire s'effectue selon la réglementation en vigueur.

## **Article 9 : entretien des ouvrages**

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Le site de la station d'épuration est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Le bénéficiaire justifie à tout moment des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement et le maintien en bon état des installations compatibles avec les termes du présent arrêté.

L'exploitant effectue l'entretien préventif et curatif des infrastructures, des équipements hydrauliques et de dispositifs de régulation des deux systèmes de collecte permettant de garantir leur maintien dans un état tel qu'ils puissent remplir leur fonction de manière satisfaisante

L'exploitant procède, avec les moyens adaptés aux types de canalisations, à l'inspection totale des deux systèmes de collecte à raison de campagnes annuelles portant sur le dixième du linéaire de chacun des deux systèmes de collecte.

Le bénéficiaire tient à jour un registre, sur le site de la station, mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement des eaux.

Toutes dispositions sont prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Le personnel d'exploitation reçoit une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

Lorsque des travaux d'entretien et de réparations prévisibles nécessitent un arrêt technique partiel ou total du traitement ou de la canalisation de rejet se traduisant par une baisse des performances du système d'assainissement, le bénéficiaire en avise au moins un mois à l'avance le service chargé de la Police de l'Eau, en précisant la consistance, les conséquences prévisibles sur l'efficacité du système de traitement, sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit et charge) pendant la période d'entretien ou de réparation et les mesures prises pour réduire l'importance et l'impact sur le milieu récepteur.

De même, les opérations d'entretien programmées de la canalisation de rejet la rendant indisponible sont effectuées en tenant compte de la météorologie : l'opération est repoussée en cas de prévision de précipitations notables durant la phase d'entretien. En outre, les opérations sont organisées de telle manière à ce que le rejet direct dans le fossé Warin, n'excèdent pas 48 heures.

Le service chargé de la police de l'eau peut, si nécessaire, dans les 15 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à en réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

Tous les travaux ou incidents imprévisibles se traduisant par une baisse des performances du système d'assainissement sont signalés immédiatement au service chargé de la police de l'eau ; le bénéficiaire prend ou fait prendre les dispositions nécessaires pour préciser les caractéristiques des déversements pendant la période de réparation et les mesures prises pour réduire l'impact sur le milieu récepteur.

#### **Article 10 : accident**

Tout incident est immédiatement déclaré au préfet et aux maires concernés conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement ainsi qu'au service de police de l'eau. Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire prend ou fait prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, en évaluer les conséquences et y remédier.

#### **Article 11 : durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée pour la durée de vie des ouvrages.

Elle cesse de plein droit, dans le cas suivant :

- en cas de démantèlement total des ouvrages.

#### **Article 12 : renouvellement éventuel de l'autorisation**

Sauf à abandonner l'usage de la présente station d'épuration, le bénéficiaire devra renouveler sa demande d'autorisation au moins six mois avant la date d'expiration conformément à l'article R.214-20 du code de l'environnement, et en faire la demande par écrit, à l'administration compétente en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

#### **Article 13 : caractère de l'autorisation**

Pour rappel, l'autorisation a été accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Le bénéficiaire doit, pour s'affranchir des diverses servitudes, solliciter préalablement l'ensemble des autorisations requises pour mener à bien son projet.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et de leur régénération pour satisfaire ou concilier les exigences mentionnées à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le

présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

#### **Article 14 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le bénéficiaire est responsable des accidents et dommages causés aux tiers.

L'autorisation peut être révoquée, à la demande du service chargé de la Police de l'Eau en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'ouvrage ou d'inexécution des prescriptions de l'arrêté.

En cas de changement de mode d'exploitation, le bénéficiaire doit avertir le service de la Police de l'Eau et fournir les coordonnées du nouvel exploitant.

#### **Article 2 : Publication et information des tiers**

Un extrait du présent arrêté d'autorisation sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme et une copie en est déposée dans la mairie d'Amiens à l'effet d'y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté est affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois : le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Une ampliation de l'arrêté est adressée au conseil municipal d'Amiens.

Un avis sera inséré dans deux journaux locaux ou régionaux, aux frais du pétitionnaire, de façon à informer le public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition soit dans la mairie concernée, soit à la Préfecture.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une durée d'au moins 6 mois.

#### **Article 3 : Voies et délais de recours**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour le bénéficiaire, et dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte pour les tiers.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfecture de la Somme dans les mêmes conditions de délais.

#### **Article 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le maire de la commune d'Amiens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Amiens, le 04 NOV. 2014

Pour la Préfète et par délégation,

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

Jean-Charles GERAY